



En janvier 2018 était lancé contre la Fonction Publique le programme CAP 2022 : suppression de 50 000 emplois dans la Fonction Publique de l'État, économies de 4 milliards d'euros de dépenses publiques et privatisations de pans entiers de missions. S'en est suivi l'annonce du recours accru aux non-titulaires, du renforcement de la rémunération au mérite, de la diminution du nombre d'instances de représentation du personnel et d'un plan de départs volontaires. Bercy, DGFIP en tête, est considéré comme "LE" principal réservoir de suppressions d'emplois et d'économies d'échelle !

En mars 2018, le directeur général de la DGFIP précisait qu'il ne se privera d'aucune idée de restructurations/abandons de missions, alors que le rythme est déjà insoutenable ! Dans cette logique il modifie les règles de gestion pour faciliter les mobilités forcées, les suppressions d'emplois et de services.

Aide à la télédéclaration de l'IR par La Poste moyennant 50 euros, transfert d'une partie de l'accueil téléphonique vers une plateforme privée, données « marchandisables » du cadastre confiées à la société privée Worldline, développement des Maisons de Services au Public pour se substituer à nos services de pleine compétence, remise en cause de la séparation ordonnateur comptable, fermetures de services et de sites, etc... C'est le dépeçage de notre Administration qui est engagé !

De 2009 à 2018, 21 431 emplois ont été supprimés à la DGFIP ! Les postes non pourvus sont estimés à plus de 3 000. On peut évaluer à plus de 30 000 le manque d'agents dans les services pour fonctionner correctement.

Comble du mépris, le gouvernement réduit aujourd'hui les possibilités de promotion, ralentissant ainsi les agents dans leur carrière.

Une telle situation n'est plus tolérable !

Ce gouvernement veut en finir avec l'ensemble des services publics et des statuts des personnels. A ce titre les cheminots livrent un combat depuis début avril. C'est sans attendre qu'il faut élever le rapport de force.

Amplifions les initiatives revendicatives à la DGFIP (Assemblées Générales, grèves reconduites, perlées ou tournantes, tracts au public, interpellations des élu-es, actions visibles...).

L'intersyndicale Solidaires, CGT, FO et CFDT de la DGFIP engage les agents à s'inscrire dans un calendrier de « temps forts » et de grèves :

26 avril 2018

1^{er} temps fort : actions locales,
Alerte sur les conditions de travail
des agent-es

3 mai 2018

**appel national intersyndical à
la grève « journée morte à la
DGFIP ! »**

15 mai 2018

2^e temps fort : actions locales sur
la date d'échéance de la
campagne IR, distribution de tract
à Bercy - réseau en danger

17 mai 2018

3^e temps fort : actions locales,
défendre nos missions et nos
emplois

22 mai 2018

**Appel de l'intersyndicale
DGFIP à la grève Fonction
Publique**

Soyons massivement en grève avec l'ensemble de la DGFIP le 3 mai (manifestations au pied des directions locales), et avec l'ensemble de la Fonction Publique le 22 mai !

**Toutes et tous ensemble pour l'abandon de CAP22,
et pour des moyens à la hauteur de toutes nos missions !**

Public: [Infos / actions](#)

[Nouveau Réseau de Proximité - Action Publique 2022](#)

[Luttes 2018](#)

[3 mai 2018 : journée morte à la dgfip](#)

- [=A](#)
- [±A](#)
- [Version imprimable](#)
- [version PDF](#)

Leave this field blank
